

DISCOURS DU PREMIER MAI 2012

Chers Camarades,

Nous voici donc à l'aube d'un cinquième premier mai de crise.

Faisons ensemble, si vous le voulez bien, un bref voyage dans le passé. 2007, la crise financière bat son plein. La bulle financière a éclaté. Avec pour seul but, le bénéfice de leurs actionnaires, les requins de la finance ont joué au casino. Et ils ont perdu. Mais chez ces gens-là, Camarades, quand on perd, on refuse d'assumer ses erreurs, c'est aux Etats que l'on présente l'ardoise.

Partout en Europe et aux Etats Unis, les banques seront donc renflouées à coup de milliards d'euros et de dollars, sur le dos de la collectivité, entraînant ainsi les déficits publics dans un abîme vertigineux et l'économie réelle dans une récession d'envergure.

Surpris par une crise financière et économique qu'ils n'ont pas vu venir, les politiques de tout bord se précipitent devant les caméras pour dire tout le mal qu'ils pensent de la finance et des spéculateurs et toute leur compassion pour celles et ceux qui perdent leur emploi.

On ne nous y prendra plus, annoncent-ils tous en cœur. Nous allons réguler la finance. Quant à savoir qui réglera l'ardoise, ils nous répètent à l'unisson que ce ne sont ni les travailleurs ni les allocataires sociaux qui doivent payer une crise dont ils ne sont nullement responsables.

Retour dans le présent. Hier, 19 H 30 sur toutes les chaînes télévisées, Monsieur Coene, le gouverneur de la Banque Nationale annonce sans sourciller qu'il faudra plus que probablement recapitaliser le holding Dexia à hauteur de 5 à 10 milliards d'euros. Soit un montant équivalent à lui seul à la moitié ou selon au deux tiers des économies réalisées dans le cadre du budget 2012 de l'Etat. Ils allaient réguler la finance : on attend toujours.

Retour dans le passé récent. Il y a quelques mois, annonce de la fermeture de la phase à chaud à Liège où Arcelor Mittal sacrifie une région pour protéger ses intérêts financiers. Il y a un peu moins longtemps, après 3 années de chômage économique pour le personnel, la fermeture de Carsid à Charleroi est annoncée. Mille emplois directs à la trappe, 2.500 emplois indirects à la poubelle. Il y a quelques jours à peine, fermeture annoncée d'Hélio à Fleurus. Plusieurs centaines d'emplois au pilon. Comme les feuilles mortes en automne, les emplois se ramassent à la pelle toute l'année, par centaines, par milliers. Et tout cela en vous épargnant la litanie des emplois perdus dans d'autres entreprises à Charleroi, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre.

A la question : qui renflouera le holding Dexia ? : la réponse est évidente : les finances publiques.

A la question : qui paiera la note de la récession économique et de la dette publique ? : la réponse est aussi évidente : le monde du travail. Vous avez dit compassion ?

Combien de temps allons-nous encore, Camarades, nous laisser tondre la laine sur le dos ?

Quel est le déclic dont nous avons besoin pour que la peur change de camp ? Et qu'à un monde patronal qui encaisse bon an mal an 15 milliards d'euros d'aides publiques et ne nous restitue aucun emploi mais au contraire nous enlève le peu de ceux que nous avons ; et à une droite arrogante et décomplexée qui va jusqu'à tenter de nous voler notre 1er mai en divisant travailleurs et allocataires sociaux, nous opposons un message clair et fort : DEBARASSEZ LE PLANCHER !

Camarades, en ce 1er mai 2012, je vous apporte au nom de la régionale un message d'espoir.

Vous avez sur cette tribune, à mes côtés, les responsables syndicaux de toutes nos centrales professionnelles, déterminés, UNANIMEMENT, à mener cette bataille contre le capitalisme et ses griots.

Car, Camarades, c'est bien de cela dont il s'agit. Il nous faut, et je sais, chacun d'entre nous, chacun d'entre vous, convaincus, mettre ce système capitaliste aux oubliettes de l'histoire. Ce système ne peut être réformé. Il doit disparaître. Mais se contenter de l'affirmer du haut de cette tribune ne suffit pas. Faut-il encore nous en donner les moyens et le relais politique pour concrétiser notre objectif.

Camarades, j'ai appris comme vous à l'école que l'on ne maîtrise son présent et son futur que si l'on connaît son passé.

Voyez-vous, j'aime l'histoire !

Et l'histoire de ce pays nous apprend que nous sommes en crise depuis 1975. Et que le monde du travail durement touché par les crises successives depuis lors a toujours fait les frais d'un jeu de dupes.

Mais tenons nous en aux 20 dernières années.

De réforme de l'enseignement durement payée par les enseignants en plan global., de plan global en pacte des Générations, de Pacte des Générations en contrôle de la disponibilité des chômeurs, de contrôle de la disponibilité des chômeurs en mesures du budget 2012, et j'en ai oublié bien d'autres certainement, les fruits du combat de nos anciens nous ont progressivement été enlevés. Certes, ce serait une faute grave et je m'en abstiendrai donc, de vous faire croire que seuls les errements du Parti Socialiste sont à l'origine de cette situation. Nous le savons, parce que nous sommes des spectateurs de la vie politique, le PS a dû composer avec d'autres forces qui ne nous sont pas du tout acquises. Mais il n'empêche. De réforme de l'enseignement en Plan Global, de Plan Global en Parti des générations, de Pacte des Générations en contrôle de la disponibilité des chômeurs, nous avons clairement averti le PS que cela suffisait.

Je me souviens d'un courrier envoyé à Jean-Claude Van Cauwenberghe lui faisant état de notre colère consécutive à la mise en place du contrôle de la disponibilité des chômeurs. Nous n'avons reçu en retour qu'une lettre pleine de dédain et de mépris.

Je me souviens comme si c'était hier des déclarations du même Jean-Claude Van Cauwenberghe alors Ministre Président de la Région Wallonne en plein conflit Splintex fin 2004, début 2005, dans lesquelles il affirmait visant les organisations syndicales et la FGTB en particulier, que cette lutte de nos camarades pour leur emploi, faisait tâche noire sur la carte de la Wallonie.

Certes, je me répète, on nous rétorquera qu'en Belgique, le paysage politique oblige à composer. Je répondrai simplement qu'à force de composer, on se décompose, on se dilue. Et pour l'instant, c'est la gauche qui se dilue dans la droite.

Nos délégués en assemblée interprofessionnelle l'ont dit après la grève générale en front commun de fin janvier lorsqu'ils ont fait l'évaluation des améliorations, qu'ils ont qualifiées de cosmétiques, aux décisions budgétaires 2012 du gouvernement Di Rupo 1er : le PS nous a trahi une fois de plus, une fois de trop. Et ces propos, nous les avons entendus dans la bouche de militants de longue date, sympathisants au demeurant du PS durant de nombreuses années mais aussi chez nos jeunes militants.

Aujourd'hui, Camarades du PS, la politique du moindre mal ne passe plus chez nos militants. La phrase magique « ce serait pire sans nous » fait offense à leur intelligence.

C'est pourquoi nous lançons solennellement de cette tribune sans être sous l'emprise de la colère, mais au contraire après mûre réflexion dans nos instances, un appel à un rassemblement à gauche du PS et d'ECOLO.

Oui, l'exemple du Front de Gauche en France nous a inspirés. Oui, il a apporté à nos militants une extraordinaire bouffée d'espoir . Oui, nous nous reconnaissons dans l'essentiel du programme défendu par Mélenchon.

Il n'en est pas pour autant vrai que nous souhaitons appliquer un copier-coller en Belgique. Nos inquiétudes vont d'ailleurs à un soutien de Mélanchon à la formation fraîchement sortie des élucubrations d'un Bernard Westphael qui divise la gauche un peu plus encore et tout cela sans aucune base anticapitaliste mais qui rassure surtout son ego surdimensionné.

Ce que nous lançons comme appel, c'est un appel à rassembler à gauche du PS et d'ECOLO. Il y a là des forces vives, actives, militantes et anticapitalistes porteuses d'espoir pour le monde du travail.

Je sais que cela ne sera pas chose facile, mais si chacun peut faire un pas vers l'autre, PTB, LCR, PSL, PC, gauche chrétienne peut-être, gauche du PS et d'ECOLO s'il en reste, sûrement, nous pourrions certainement, nous l'appelons de toutes nos forces, renouer avec l'espoir pour le monde du travail. Nous en appelons en vérité à un nouveau Front Populaire. Et ce, en toute indépendance syndicale s'entend. A ma collègue Secrétaire Fédérale de la CSC, Chantal Doffiny, qui hier sur les antennes de la RTBF soulignait l'absence de lien de la CSC avec tout parti, mais sa volonté de discuter avec tous, je répondrai que la FGTB non plus, si elle ne l'a pas encore compris, n'est inféodée à aucun parti politique comme elle aimerait à le faire croire. Et les dérives du PS nous appellent à la vigilance. Mais l'indépendance syndicale n'est pas synonyme d'apolitisme. Et chacun sait l'importance d'un relais politique. Nous ne discuterons pas avec tous. MR et CDH n'ont pas de place dans nos débats.

Nous n'agissons toutefois nullement dans la précipitation. Loin de nous cette idée de construire cette force à gauche du PS et d'ECOLO dans les prochains jours ou prochaines semaines. Un travail en profondeur reste à mener d'abord avec nos militants même si nous sommes convaincus qu'ils partagent notre vision. C'est eux qui l'ont générée.

Après les élections communales, sur base du programme de la FGTB, nous interpellons les forces de gauche dont j'ai parlé tout à l'heure et nous mesurerons à quel niveau elles partagent nos valeurs et nos objectifs.

D'aucuns pratiquant l'attaque ad hominem ou la tentative de division prétendent depuis hier que c'est du déjà vu. Que ce genre d'initiatives ou de propos revient de manière cyclique. Voire qu'ils s'agit d'un épiphénomène. Qu'ils prennent garde. Ecarter ainsi d'un revers de la main et de manière relativement dédaigneuse l'expression des militants de la deuxième régionale FGTB en Wallonie ne conduira qu'à renforcer la volonté de ceux-ci d'aller de l'avant. A bon entendeur, salut !

Et pour être clair s'il faut que je dise ce que nous pensons des mesures du budget 2012 concocté par le gouvernement di Rupo 1er, je vais le faire.

Ce budget est à nos yeux un budget antisocial et antisolidaire. C'est de l'austérité pour de l'austérité. Je ne vais pas ici reprendre chacune des mesures qui touchent le monde du travail, actifs et inactifs, travailleurs du privé et des services publics, si souvent eux aussi la cible des fourches caudines du politiquement correct. Dès lors qu'on laisse capital et grosses fortunes tranquilles.

J'en épinglerai trois dans deux domaines différents.

La dégressivité des allocations de chômage qui entrera en vigueur en novembre 2012 conduira l'ensemble des chômeurs sous le seuil de pauvreté. C'est une évidence. Quant à la suppression pure et simple de l'allocation d'insertion aux jeunes admis sur base des études le 01.01.2015, elle conduira à la porte des CPAS, pour celles et ceux qui oseront la franchir, 27.000 jeunes belges dont 21.000 francophones. C'est une fin de droit organisée.

Dans la nuit du 31.12.2014 au 01.01.2015, le bain de sang social dont on nous avait assuré qu'il n'aurait pas lieu dans un gouvernement à participation socialiste se déroulera sous les flonflons de la nuit de la Saint Sylvestre.

A tous les militants, je lance un appel. Joignez-vous à nous pour inonder de mails et de SMS de protestation les adresses des responsables politiques du gouvernement fédéral de notre région cette nuit-là. S'ils font la fête, qu'ils sachent au moins pourquoi ils se réveilleront le 01.01.2015 avec la gueule de bois !

Que dire de plus que vous ne sachiez déjà sur l'accès à la prépension qui sera reculé dans pratiquement tous les secteurs par l'accroissement des conditions pour y accéder. Tout simplement qu'elle obligera contre leur gré des travailleurs usés, malades, handicapés à prendre chaque jour le chemin d'un travail toujours plus stressant et plus dur. Ce sera ça ou le chômage.

C'est paraît-il une mesure visant à financer les pensions futures. Le problème c'est qu'elle créera un gouffre dans l'assurance maladie invalidité tant seront nombreux celles et ceux qui ne pourront résister aux conditions de travail.

Bon sang, qui sont donc ces Hommes et en sont-ils d'ailleurs pour envoyer leurs enfants au CPAS et leurs parents au cimetière ?

Pour les jeunes bénéficiaires d'allocations d'insertion, on nous avait promis la possibilité d'une réglementation chômage assouplie assurant en cas de travail une admissibilité plus rapide sur base de ces prestations de travail. Ils pouvaient ainsi passer plus facilement d'une allocation d'insertion à une allocation de chômage. Ceci aurait peut-être sauvé des camarades sans emploi. Bassesse de l'histoire. Ce qui nous avait été promis ne nous a pas été donné. Une fois de plus.

D'aucuns s'étonneront de la dureté de mon discours principalement tourné vers le PS et vers ECOLO. Des autres, nous savons que nous n'avions plus rien à attendre depuis longtemps. Nous connaissons nos adversaires historiques. La charge est dure, certes, mais elle a la hauteur de l'agression que nos affiliés ont subie.

Dire que le PS est un parti de droite. Vous ne m'aurez pas à ce jeu là. C'est un parti social démocrate réformiste, aujourd'hui plus qu'hier emporté dans la tourmente des diktats européens auxquels il se soumet avec une certaine docilité. Le gouvernement Di Rupo a signé le traité budgétaire. La golden rule ou règle d'or imposant aux pays contre la volonté des populations des sacrifices immenses pour les années à venir est à nos portes. Changement de régime aime à dire quelqu'un de mes camarades. L'Europe de droite gouverne avec la complicité des partis socialistes. Les travailleurs trinquent ! Les Etas sont by passés ou complices.

Camarades, notre journée de lutte européenne du 29 février dernier fut une première. Tant par le fait qu'elle se déroula dans de nombreux pays que par la forme particulière qu'elle prit à Charleroi par l'occupation à l'initiative de la FGTB Régionale, en front commun, du siège BNP Paribas. Une première. Les actions doivent être poursuivies à travers un renforcement de la CES.

L'austérité ne mène à rien disions-nous. Et comme nous avons raison. Et encore que, sommes-nous sûrs qu'elle ne mène à rien ? Si, Camarades, elle mène à la droite extrême, celle de Marine le Pen en France, travestie sous les habits respectables de Marianne. Marine le Pen n'est-elle pas compatible avec la République, selon Sarkozy ?

En Belgique, en Wallonie en particulier, l'extrême droite est moins forte. Aujourd'hui. parce qu'elle ne s'est pas encore trouvé de leader charismatique. Mais, Camarades, le ventre de la bête est fécond. Et elle pourrait tel un cancer gagner en quelques mois les plus fragilisés des fragilisés qui mettent leur désespoir à toutes les sauces, même les plus malodorantes.

La FGTB Charleroi Sud Hainaut continuera sa campagne contre l'extrême droite tambour battant d'ici octobre 2012. Ayant apprécié la manière dont Mélenchon a combattu l'extrême droite, les yeux dans les yeux en France, je vous l'annonce en prime. Il sera l'invité de la FGTB Charleroi Sud Hainaut en septembre 2012.

Vous dire un mot des conséquences de la 6ème réforme institutionnelle et du transfert des compétences du fédéral aux régions et communautés.

Nous travaillons actuellement au niveau wallon à nous positionner sur l'utilisation des moyens transférés aux régions et communautés dans le cadre de la 6ème réforme institutionnelle.

Camarades, disons-le haut et clair. Les carolos de la FGTB n'ont jamais été des régionalistes convaincus. Et l'histoire semble leur donner raison car face à la promesse faite par E. Di Rupo, avant les négociations, qu'aucune région ne doit être appauvrie force est de constater que les moyens

transférés ne permettront pas de rencontrer les enjeux wallons et que si nous n'y prenons garde, la concertation sociale sera amoindrie. Je réaffirme ici au niveau de notre régionale, notre volonté de maintenir au niveau fédéral les principaux mécanismes de solidarité interpersonnelle, en sécurité sociale, en fiscalité, en droit du travail, dans les conventions collectives.

Nous nous y emploierons plus que jamais, car nous sommes convaincus entre autres qu'une fiscalité plus juste, portant sur l'ensemble des revenus, y compris ceux du capital, participera à une meilleure répartition des richesses tant que ce système continuera à exister. Quant à l'index que nous avons payé plusieurs fois, y toucher de quelque manière provoquera la riposte immédiate.

Un mot enfin, car j'ai déjà été très long, sur les élections sociales de ce mois.

C'est avec joie que nous avons à constater que de nombreux nouveaux candidats sont venus rejoindre les plus chevronnés sur les listes. Merci à vous toutes et tous ici présents et aux autres pour votre engagement fort pour les valeurs de la FGTB, aux côtés de vos collègues de travail. Pas besoin de vous galvaniser, vous l'êtes déjà.

Dans le privé mais aussi dans certains secteurs de la CGSP comme les TBM et Gazelco, vous aurez à affronter la concurrence des autres organisations syndicales. La lutte sera difficile. Mais portez notre message, celui qui parle aux travailleurs. Malgré le respect que je porte aux organisations de travailleurs, je ne peux m'empêcher, car c'est ça le combat des idées, de mettre en évidence la position de la CSC sur le financement des allocations familiales transférées aux communautés. La CSC souhaiterait que les allocations familiales soient financées par la fiscalité (c'est-à-dire nous tous) alors qu'actuellement une cotisation de 7 % est imposée aux employeurs. Ceci n'est ni plus ni moins qu'un cadeau au patronat, technique à laquelle ils nous ont souvent habitués. Dites-le aux travailleurs !

Enfin, pour paraphraser mon ami Victor Martin, je dirai Camarade est un beau mot. Contenant un triple A. Comme lui, je conclurai en affirmant que notre solidarité fait plus que jamais notre force et qu'ensemble nous défions toute agence de notation de nous en enlever un seul.

Camarades, bonne fête du Premier Mai,
 bonne Fête du Travail.

Tous unis dans un combat de résistance mais aussi de lutte pour l'obtention de nouvelles conquêtes.

VIVE LA FGTB !

Daniel PIRON, Secrétaire Régional de la FGTB Charleroi Sud Hainaut